



# SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif  
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Mel : sntrscgt@vjf.cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°103 du 30 avril 2007.

## SOMMAIRE

- Les élections présidentielles
  - Déclaration du SNTRS-CGT 2
  - Communiqué de presse de la FERC-CGT 2
  - Déclaration de la CGT 3
- Tract CGT pour le 1<sup>er</sup> MAI 4

*Participez nombreux  
aux manifestations du  
1<sup>er</sup> mai*

Paris : de République à Nation (par le Bld Voltaire) à 14 h 30  
Autres régions : voir auprès des UD et UL

# Sur l'élection présidentielle

## COMMUNIQUE DU SNTRS-CGT

Le premier tour de l'élection présidentielle vient de se dérouler et de sélectionner les deux candidats qui restent en lice.

Nicolas Sarkozy est au pouvoir depuis cinq ans. Dès 2002, son gouvernement a diminué le budget de la recherche publique et supprimé 550 postes. Cela a été le début de la plus grande mobilisation des personnels de la recherche depuis 25 ans. Sa majorité a mis en place une politique en matière de recherche que nous avons combattue. Les EPST ont été marginalisés, la précarité s'est développée, les carrières sont plus bloquées que jamais, la bureaucratie a explosé. Pour satisfaire aux exigences du patronat, il a multiplié les aides aux entreprises sans contrepartie. Puisant dans les budgets de l'ANR et des pôles de compétitivité, les entreprises signent bien moins de contrats avec le CNRS et les universités qu'en 2002.

Son programme est clairement celui du MEDEF : attaques contre le droit de grève et le service public, remise en cause du code du travail et du CDI, baisse de la protection sociale et des droits à la retraite. La stigmatisation de banlieues et la chasse aux immigrés montrent qu'il n'y a pas que la liberté de recherche qui est menacée. Les personnels de la recherche ont tout à redouter de son éventuelle élection. Voter contre cette politique au second tour des élections présidentielles s'impose.

Pour autant, voter pour Ségolène Royal ne suffira pas pour répondre aux aspirations des salariés. Il sera donc nécessaire de rester mobilisé et se préparer à engager toutes les luttes qui s'avèreront indispensables.

Le SNTRS-CGT continuera à s'efforcer de rassembler dans l'action toutes les forces qui veulent défendre les revendications des personnels, revendications que les syndicats de la recherche et de l'enseignement supérieur ont rappelées récemment : abrogation du pacte pour la recherche, suppression des structures de pilotage comme l'ANR, l'AERES, RTRA, attribution des crédits correspondants et des prérogatives d'évaluation aux EPST et aux universités, élimination de la précarité, création d'emplois, revalorisation des salaires et des carrières pour reconnaître les qualifications de tous les personnels, politique industrielle et collaboration public-privé à égalité de droits,...

## Communiqué de presse de la FERC-CGT

### Stopper les politiques régressives et se mobiliser pour le progrès social !

Face aux enjeux électoraux, où en sont nos conditions de travail, nos salaires, les libertés individuelles et collectives, l'emploi, nos missions, les services publics et leur devenir dans l'éducation, la recherche, la culture, la Formation populaire ?

Tout au long des 5 dernières années de gouvernement UMP, le candidat de droite a eu des responsabilités ministérielles et la FERC a eu à combattre, pied à pied, aux côtés des personnels, des orientations ultralibérales et liberticides : loi d'orientation de l'école, loi sur la Recherche, décentralisation des personnels de l'Education Nationale, éclatement et mise en concurrence de la formation professionnelle des adultes, démantèlement du ministère de la Culture, remise en cause des missions nationales des universités, désengagement de l'Etat vis-à-vis des structures d'Education populaire, loi prévention délinquance, «immigration choisie», ...

Le candidat de l'UMP a été aussi le ministre de la politique de reconduite à la frontière des familles d'immigrés, le responsable de la chasse aux jeunes scolarisés, de la maternelle à l'université.

Les personnels de l'éducation, de la Recherche, de la Culture, de la Formation, de l'Education populaire, comme l'ensemble des salariés, n'ont rien à attendre et tout à redouter de la poursuite de cette politique. Le vote au deuxième tour des élections présidentielles revêt une importance particulière.

Dans un contexte d'insatisfaction très large des salariés, sachant que les missions éducatives, culturelles, de formation et de recherche sont au cœur des transformations sociales, ce sont eux qui sont en mesure de se mobiliser pour faire entendre leurs exigences, leurs revendications légitimes. Ensemble, ils ont le pouvoir d'en créer les conditions.

La FERC CGT continuera de prendre toutes ses responsabilités pour favoriser ce processus ; pour cela, elle appelle à faire barrage à un candidat qui a déjà fait ses preuves en matière de régression sociale.

Elle appelle à faire du 1<sup>er</sup> mai une grande journée d'expression, de revendications sociales pour construire, avec les personnels et usagers, les conditions du changement pour le progrès et la démocratie sociale.

Montreuil, le 26 avril 2007.

# DECLARATION DE LA CGT

## Affirmer le choix du progrès social

Déclaration du bureau confédéral de la Cgt au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle du 22 avril 2007 :

Le premier tour de l'élection présidentielle du 22 avril 2007 est d'abord marqué par une forte augmentation de la participation des électeurs, inscrits plus nombreux sur les listes électorales.

Dans un contexte d'insatisfaction sociale très large, qui s'est manifestée par de nombreuses mobilisations syndicales, ce vote révèle une aspiration grandissante des salariés, des chômeurs et des retraités à intervenir sur les choix qui conditionnent l'avenir de chacune et de chacun, l'avenir de la société française.

Cette vitalité démocratique est porteuse d'espoir. La Cgt y a contribué.

Le recul, en pourcentage et en nombre de voix, de Jean-Marie Le Pen est positif. Cependant, la Cgt est préoccupée par la reprise et la banalisation de ses thèses dans d'autres discours politiques.

Le climat social qui prévaut dans cette campagne électorale n'est pas une surprise. La Cgt n'a cessé, ces dernières années, d'agir contre les mesures gouvernementales précarisant l'emploi (CPE, CNE...), creusant les inégalités sociales, portant atteinte au pouvoir d'achat et affectant les libertés démocratiques.

Après le premier tour des élections présidentielles, le sens et les contenus des politiques qui seront mises en œuvre demeurent incertains.

A cette étape, la Cgt alerte à nouveau les salariés sur le risque qu'à l'issue des élections, s'installe un gouvernement totalement acquis à une vision ultralibérale de la société et de l'économie dont les salariés et leurs libertés seraient les victimes. Les positions et les ambitions du Medef s'en trouveraient grandement renforcées.

Il y a danger que des attaques de grande ampleur soient menées contre le syndicalisme en tant que moyen d'intervention et de défense des salariés. Ce n'est pas de mise en concurrence ni de plus d'individualisme dont a besoin la société, mais de plus de solidarité et de plus de justice sociale.

En tant que syndicat agissant pour la conquête du progrès social en France, en Europe et partout dans le monde, dans une démarche indépendante vis-à-vis des gouvernements, des partis politiques et des directions d'entreprises, la Cgt est résolument opposée à toute restriction des libertés syndicales et du droit constitutionnel de grève.

A l'évidence, une large majorité de citoyens aspirent à de profonds changements dans l'orientation de la politique économique et sociale du pays.

Dans les domaines de l'emploi, du pouvoir d'achat, des conditions de travail, des droits à la retraite comme pour l'accès aux droits fondamentaux en matière de santé, de logement, de transport, d'énergie, d'éducation, de culture... des réformes visant le plein emploi, le progrès social et la démocratie sociale sont nécessaires et possibles.

Les candidats encore en lice doivent répondre à ces exigences. Les citoyens peuvent peser dans ce débat.

La Cgt appelle les salariés :

- à se saisir du 1er Mai et à se mobiliser très nombreux pour en faire une grande journée d'expression des revendications sociales ;
- à gagner l'unité syndicale la plus large et à assurer le succès des 218 rassemblements et manifestations organisés dans tous les départements ;
- à participer massivement au second tour des présidentielles.

Montreuil le 27 avril 2007



# 1er Mai 2007 : exiger, agir et gagner

## **ENSEMBLE, POUR LA PAIX, LA SOLIDARITE, LES SALAIRES, L'EMPLOI, LA RETRAITE**

Dans le monde entier, les salariés sont invités à faire entendre leurs revendications tout au long de cette journée qui commémore aussi les drames de la répression ouvrière.

Les images de violence et d'horreur suite aux derniers attentats commis en Irak, en Algérie et au Maroc notamment nous indignent et renforcent notre condamnation du terrorisme ...

La guerre et l'oppression des peuples au mépris de leurs droits n'ont jamais rien résolu. Assez de victimes innocentes ! Partout, il faut réduire les armes au silence pour s'engager sur le chemin de la Paix.

Alors que tout est fait pour organiser la division et les concurrences entre pays et salariés, le 1<sup>er</sup> Mai nous donne l'opportunité de mondialiser l'action pour faire entendre les exigences sociales.

Dans ce contexte, la Cgt invite les salariés à signer massivement la pétition lancée par la Confédération européenne des syndicats (CES) contre les privatisation des services publics.

••• • •••

En France, les luttes se développent sur les salaires notamment, des centaines de conflits sont recensés qui se traduisent souvent par des succès importants. Cette conflictualité soutenue est étouffée par les grands médias qui concentrent l'information sur une campagne électorale qui ignore les besoins des salariés.

Les manifestations qui vont se dérouler dans toutes les grandes villes ainsi que la multitude d'initiatives peuvent être autant d'occasions de faire écho aux préoccupations et aux aspirations des salariés.

En réponse au patronat qui pense pouvoir étouffer l'action revendicative par la répression syndicale, l'heure est à se rassembler pour défendre les libertés et exiger la conquête de droits nouveaux.

La Cgt appelle les salariés à participer aux manifestations pour faire entendre leurs revendications au lendemain du premier tour des élections présidentielles.

Le Smic à 1500 euros tout de suite est une véritable urgence pour remettre sur pied l'ensemble des grilles de rémunération.

Plus de 17 000 salariés ont rejoint la Cgt pour se donner les moyens de constituer une force collective solidaire, déterminée et incontournable.

Amplifions ce mouvement pour faire monter cette exigence de démocratie sociale qui fasse priorité aux besoins des femmes et des hommes.